

---

**Mémoire du Président**  
**Proposition de financement additionnel en faveur de la**  
**République du Mozambique**  
**Programme de développement de filières**  
**agroalimentaires inclusives**

Numéro du projet: 2000001981

---

Cote du document: EB 2025/LOT/P.7

Date: 3 octobre 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

**POUR: APPROBATION**

**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 60.

---

---

**Questions techniques:**

**Sara Mbago-Bhunu**  
Directrice régionale  
Division Afrique orientale et australe  
courriel: s.mbago-bhunu@ifad.org

**Jaana Keitaanranta**  
Directrice de pays  
Division Afrique orientale et australe  
courriel: j.keitaanranta@ifad.org

---

## Table des matières

<b>Résumé du financement</b>	<b>ii</b>
<b>I. Contexte et description du programme</b>	<b>1</b>
A. Contexte	1
B. Description initiale du programme	1
<b>II. Justification du financement additionnel</b>	<b>2</b>
A. Raison d’être	2
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	3
C. Composantes, effets directs et activités	3
D. Coût, avantages et financement	4
<b>III. Gestion des risques</b>	<b>12</b>
A. Risques et mesures d’atténuation	12
B. Catégorie environnementale et sociale	13
C. Classement au regard des risques climatiques	13
<b>IV. Exécution</b>	<b>13</b>
A. Respect des politiques du FIDA	13
B. Cadre organisationnel	13
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	14
D. Modifications qu’il est proposé d’apporter à l’accord de financement	14
<b>V. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>15</b>
<b>VI. Recommandation</b>	<b>16</b>

## Appendices

- I. Updated logical framework incorporating the additional financing
- II. Updated summary of the economic and financial analysis
- III. First phase assessment

Équipe d’exécution du programme	
Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directrice de pays:	Jaana Keitaanranta
Responsable technique:	Dan Martin
Responsable des finances:	Austin Tatah
Spécialiste climat et environnement:	Marie-Ange Kigeme
Juriste:	Mbali Mushazhirwa

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur/bénéficiaire:</b>	République du Mozambique
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture, de l'environnement et de la pêche
<b>Coût total du programme:</b>	200,27 millions d'USD
<b>Montant du prêt initial du FIDA [Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)]:</b>	8,4 millions d'USD
<b>Conditions du financement initial du FIDA:</b>	Particulièrement concessionnelles (délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service fixe, telle que déterminée par le Fonds à la date d'approbation)
<b>Montant du don initial du FIDA [Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD)]:</b>	33,6 millions d'USD
<b>Montant du financement au titre du Mécanisme de relance en faveur des populations pauvres (dons I et II):</b>	1,7 million d'USD
<b>Montant du financement au titre de l'Initiative de riposte à la crise (dons I et II):</b>	5,77 millions d'USD
<b>Montant du financement additionnel du FIDA 1 (don au titre du CSD):</b>	20,00 millions d'USD
<b>Montant du financement additionnel du FIDA 2 (don au titre du CSD):</b>	44,4 millions d'USD
<b>Cofinanceurs:</b>	Banque africaine de développement (BAfD), Fonds pour l'environnement mondial (FEM), Programme d'investissement de l'Union européenne en faveur de la résilience des moyens d'existence et de la bonne santé des sols dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (UE-ILSA)
<b>Montant du cofinancement:</b>	BAfD: 33 millions d'USD (financement parallèle) FEM – déficit de financement 2: 10 millions d'USD UE-ILSA: 5,091 millions d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Dons
<b>Contribution initiale de l'emprunteur/du bénéficiaire:</b>	4,85 millions d'USD
<b>Contribution additionnelle 1 de l'emprunteur/du bénéficiaire</b>	0,61 million d'USD

<b>Contribution additionnelle 2 de l'emprunteur/du bénéficiaire:</b>	9,48 millions d'USD
<b>Contribution initiale des bénéficiaires:</b>	5,6 millions d'USD
<b>Contribution additionnelle 1 des bénéficiaires:</b>	0,33 million d'USD
<b>Contribution additionnelle 2 des bénéficiaires:</b>	6,46 millions d'USD
<b>Déficit de financement 1:</b>	11 millions d'USD
<b>Montant du financement initial 1 du FIDA (action climatique):</b>	19,6 millions d'USD
<b>Montant du financement additionnel 1 du FIDA (action climatique):</b>	11,257 millions d'USD
<b>Montant du financement additionnel 2 du FIDA (action climatique):</b>	21,507 millions d'USD (dont 1,539 million d'USD sous forme de complément de financement pour le climat)
<b>Institution coopérante:</b>	FIDA

# I. Contexte et description du programme

## A. Contexte

1. Le Programme de développement de filières agroalimentaires inclusives (PROCAVA) a été approuvé en décembre 2019 et est entré en vigueur en mai 2020. Il a été conçu en deux phases (phase I: 2020-2025 et phase II: 2025-2030)<sup>1</sup>. Son achèvement est prévu en juin 2030 et sa clôture en décembre de la même année.
2. Le financement de la phase I du PROCAVA s'élevait à 72,5 millions d'USD, répartis comme suit: i) un don du FIDA de 33,6 millions d'USD au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD); ii) un prêt du FIDA de 8,4 millions d'USD; iii) une contribution du Gouvernement de 4,8 millions d'USD; iv) un don du Fonds vert pour le climat (FVC) de 20,0 millions d'USD; v) des contributions des bénéficiaires et du secteur privé totalisant 5,6 millions d'USD. Entre 2020 et 2022, dans le cadre de la riposte à la COVID-19, deux dons additionnels ont été accordés au titre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres (RPSF), d'un montant de 764 783 USD et de 934 162 USD. En 2023, deux autres dons ont été octroyés au titre de l'Initiative de riposte à la crise, à concurrence de 3 008 036 USD et de 2 766 118 USD. Les ressources attendues du FVC (20,0 millions d'USD) n'ayant finalement pas été mises à disposition, une partie de l'allocation de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12) a été mobilisée en 2024 sous forme de financement additionnel afin de couvrir cet écart, en complément des contributions du Gouvernement et des bénéficiaires (939 000 USD). Au total, l'enveloppe de la phase I s'est ainsi élevée à 80,8 millions d'USD.
3. Le financement proposé pour la phase II se décompose comme suit: i) 44,4 millions d'USD provenant de l'allocation de FIDA13; ii) 11,0 millions d'USD dégagés à la suite de l'annulation du Projet de financement des entreprises rurales (REFP); iii) 5,0 millions d'USD issus du Programme d'investissement de l'Union européenne en faveur de la résilience des moyens d'existence et de la bonne santé des sols dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (UE-ILSA); iv) 33,0 millions d'USD apportés par la Banque africaine de développement (BAfD) sous forme de financement parallèle; v) 10,0 millions d'USD à mobiliser auprès du Fonds pour l'environnement mondial [neuvième reconstitution des ressources (FEM-9)], afin de combler le déficit de financement en attendant de recevoir l'approbation; vi) contributions du Gouvernement et des bénéficiaires, s'élevant respectivement à 9,5 millions d'USD et à 6,5 millions d'USD. En incluant le solde de la phase I (36,8 millions d'USD), l'enveloppe de la phase II atteindra au total 156,0 millions d'USD.
4. Le programme ayant été élaboré et approuvé avant l'entrée en vigueur des directives relatives aux programmes adaptatifs par phases, un accord a été trouvé au sein du FIDA pour faire approuver le financement additionnel de la phase II aux fins de l'extension du programme.

## B. Description initiale du programme

5. **But et objectif du programme.** L'objectif de développement du PROCAVA est l'accroissement des revenus nets tirés de filières agroalimentaires résilientes face aux changements climatiques au profit des femmes, des hommes et des jeunes ruraux, cinq filières étant ciblées – l'horticulture, la viande rouge, la volaille, le manioc et les légumineuses.
6. Trois effets directs sont attendus: i) productivité, production et qualité améliorées des filières ciblées; ii) accès aux marchés et performance accrues des filières ciblées; iii) capacité institutionnelle de prestation de services renforcée.

---

<sup>1</sup> Voir EB 2019/128/R.26/Rev.1.

7. Les objectifs et les effets directs attendus fixés à la conception valent pour les deux phases; toutefois, l'allocation budgétaire ne concernait que la phase I.

## II. Justification du financement additionnel

### A. Raison d'être

8. Le PROCAVA a contribué de manière significative à l'amélioration des moyens d'existence, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'accès à l'eau et aux marchés. Il a atteint les effets directs escomptés et mis en évidence une méthode efficace de reproduction et de mise à l'échelle. Dans le cadre du financement additionnel proposé, le but, les objectifs et les composantes du programme, ainsi que ses modalités d'exécution et de financement resteront inchangés.
9. Dans le cadre de l'examen à mi-parcours, l'évaluation des indicateurs de base relatifs aux effets directs a confirmé que les principales cibles du programme avaient été atteintes: le projet a atteint 167 224 ménages, soit 137% de la cible à mi-parcours et 79% de la cible finale fixée initialement. Grâce aux ressources additionnelles de la BAfD et du programme UE-ILSA prévues dans le cadre de la phase II, le programme devrait bénéficier à 255 000 ménages au total.
10. La probabilité que le PROCAVA atteigne les objectifs de développement est notée 4,58 et la performance globale de l'exécution obtient la note de 4,5. Le taux de décaissement considéré comme acceptable est jugé très satisfaisant (6), et plusieurs autres indicateurs, dont la qualité de la gestion de projet, sont jugés satisfaisants (5). Ces résultats confirment l'efficacité des modalités d'exécution, la qualité de la gestion et la capacité effective à gérer des financements multiples dans le cadre du programme.
11. Avant l'examen à mi-parcours, la gestion financière avait obtenu la note de 5 durant trois années consécutives. La mission d'examen à mi-parcours a toutefois relevé quelques insuffisances, ramenant cette note à 3. Des mesures correctives urgentes sont en cours de mise œuvre pour y remédier.
12. Le PROCAVA reste en adéquation avec les priorités de développement du Gouvernement et du FIDA, et contribue de manière significative à la Stratégie nationale de développement (2015-2044), au Plan stratégique pour le développement du secteur agricole 2030 et au Plan national d'investissement agricole (2020-2026) du pays.

### Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

13. Conformément aux engagements pris par le FIDA en matière de transversalisation, le programme a été validé comme:
  - ☒ incluant un financement climatique;
  - ☒ porteur de transformations en matière de genre;
  - ☒ axé sur les jeunes;
  - ☒ ciblant en priorité les personnes handicapées.
14. **Changements climatiques.** Le Mozambique est de plus en plus vulnérable à la sécheresse, aux inondations, aux cyclones, à la variabilité du régime pluviométrique et à la dégradation des terres. Cette vulnérabilité est aggravée par la faible capacité d'adaptation nationale, la croissance démographique et la dépendance du pays aux ressources naturelles.
15. **Genre et inclusion sociale.** Le Mozambique affiche un faible indice d'inégalité de genre (0,479 en 2023). Les femmes enregistrent des taux d'alphabétisme inférieurs et celles qui dirigent le ménage n'ont le plus souvent jamais reçu d'éducation formelle.

16. **Jeunes.** La proportion de jeunes actifs augmente de près de 40% par an, alors que le rythme de création d'emplois formels reste statique.
17. **Nutrition.** Le Mozambique est encore tributaire des importations alimentaires pour satisfaire une grande partie de ses besoins intérieurs, notamment en huiles alimentaires et en aliments de base. En 2023, les denrées importées représentaient 40% de la facture des importations du pays.

## **B. Description de la zone géographique et des groupes cibles**

18. **Zone géographique.** Le PROCAVA sera mis en œuvre dans 87 districts (dont 75 sont prévus dès la conception et 12 autres dans le cadre du financement de la BAfD), répartis dans l'ensemble des provinces du pays. La mise en œuvre se fera par étapes, au titre de la stratégie retenue pour améliorer l'efficacité et les capacités d'exécution. Durant la phase I, les interventions se sont concentrées dans les quatre provinces du sud et dans la province de Niassa, au nord. Dans le cadre de la phase II, elles seront étendues aux six provinces restantes du centre et du nord du pays.
19. **Groupes cibles.** Pour atteindre les bénéficiaires prévus et éviter l'accaparement par les élites dans le cadre du PROCAVA, des stratégies de ciblage direct et d'autociblage seront mobilisées, accompagnées de mesures d'autonomisation et d'appui. Tout au long de la phase II, on s'assurera que les femmes, les jeunes et les personnes handicapées ont toujours accès à toutes les activités du programme.

## **C. Composantes, effets directs et activités**

20. Les composantes et sous-composantes du programme restent inchangées. Seule la composante 4 sera ajustée, afin d'harmoniser son approche avec la composante relative à l'intervention du FIDA en situation d'urgence et en cas de catastrophe (ci-après « la composante d'intervention d'urgence »).
21. **Composante 1: Amélioration de la production et établissement de liens avec les marchés.** Cette composante vise à améliorer la production et la productivité des filières ciblées grâce à la promotion de technologies adaptées et des meilleures pratiques, favorisant ainsi des liens renforcés avec les marchés, une résilience climatique accrue, une gestion plus efficace des ressources naturelles et une plus grande durabilité environnementale.
22. Dans le cadre de la phase II, il est attendu que l'équipe du programme: i) renforce les capacités des pouvoirs publics en matière de recherche agricole grâce à des infrastructures et à des équipements, et en faisant appel aux centres de l'Organisation du Système CGIAR tels que le Centre international de la pomme de terre, et le programme Technologies pour la transformation de l'agriculture africaine dirigé par l'Institut international d'agriculture tropicale; ii) consolide la capacité de la Direction nationale de la biosécurité à promouvoir le développement des systèmes semenciers; iii) investisse dans l'intensification de l'agroécologie par le biais du programme UE-ILSA; iv) promeuve les groupes d'épargne et de crédit moyennant les ressources dégagées par l'annulation du projet REFP (4,0 millions d'USD); v) mette en place un don de contrepartie ou une ligne de crédit à partir des ressources de la BAfD, en s'assurant que les acteurs des filières ont bien accès aux financements.
23. **Composante 2: Mise en place d'infrastructures de marché résilientes face aux changements climatiques.** Cette composante vise à garantir la disponibilité d'infrastructures adéquates pour soutenir la production à visée commerciale et la distribution efficace des excédents sur les marchés.
24. Au cours de la phase II, les travaux d'infrastructure en attente – comprenant 2 000 hectares de périmètre d'irrigation, 25 forages multifonctionnels et 3 marchés – seront achevés. Il est également prévu: i) de mettre l'accent sur l'irrigation à petite échelle; ii) de promouvoir les périmètres d'irrigation au profit de la

production de semences certifiées; iii) de mobiliser le secteur privé aux fins du fonctionnement et de l'entretien des systèmes d'irrigation; iv) de favoriser la mise en place de petites structures de collecte et de stockage des eaux de pluie.

25. **Composante 3: Renforcement institutionnel et stratégique et appui à la mise en œuvre.** Il s'agit d'une composante transversale qui appuiera les composantes techniques et favorisera la mise en place des processus nécessaires au bon fonctionnement des filières.
26. **Composante 4: Réduction et gestion des risques de catastrophe.** Cette composante a été incluse en tant que mécanisme permettant d'intervenir rapidement en cas de choc climatique. Dans le cadre de la phase II, elle deviendra une composante d'intervention d'urgence, pouvant mobiliser jusqu'à 60% des ressources encore non allouées.

## D. Coût, avantages et financement

### Coût du programme

27. Le budget de la phase I, initialement estimé à 72,45 millions d'USD, a été porté à 80,8 millions d'USD après l'octroi des dons I et II au titre du RPSF et des dons I et II au titre de l'Initiative de riposte à la crise. Au total, le financement additionnel de la phase II s'élève à 119,4 millions d'USD (provenant de l'allocation de FIDA13, de la BAfD, du programme UE-ILSA, du Gouvernement et des bénéficiaires, et compte tenu d'un déficit de financement de 21 millions d'USD). En y ajoutant les soldes de la phase I, le budget total de la phase II est estimé à 156 millions d'USD, ce qui porte l'enveloppe globale des deux phases à environ 200 millions d'USD.
28. Le montant total du financement additionnel du FIDA au titre de l'action climatique est estimé à 21,507 millions d'USD (48,4% des dépenses totales du FIDA), dont 1,539 million d'USD sous la forme d'un complément de financement pour le climat.
29. Le tableau 1 présente la structure des coûts des deux phases par source de financement et le tableau 2 illustre la répartition des financements additionnels du FIDA par composante.

Tableau 1

### Résumé du financement initial et du financement additionnel (en milliers d'USD)

	<i>Financement initial</i>	<i>Financement additionnel 1</i>	<i>Financement additionnel 2 (objet du présent document)</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	8 400	-	-	8 400
Don du FIDA (CSD)	33 600	20 000*	44 400	98 000
FVC	20 000	(20 000)	-	-
Déficit de financement 1	-	-	11 000	11 000
BAfD	-	-	33 000	33 000
Déficit de financement 2 (FEM)	-	-	10 000	10 000
UE-ILSA	-	-	5 091	5 091
RPSF (dons I et II)	-	1 678	-	1 678
Initiative de riposte à la crise (dons I et II)	-	5 774	-	5 774
Bénéficiaires	5 600	333	6 464	12 397
Emprunteur/réципиентаire	4 852	606	9 476	14 934
<b>Total</b>	<b>72 452</b>	<b>8 391</b>	<b>119 431</b>	<b>200 274</b>

\* Pour couvrir le déficit de financement correspondant au FVC.



Tableau 2

**Financement additionnel (du FIDA uniquement): coût du programme par composante et sous-composante**  
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Financement additionnel			
	Don du FIDA (CSD)		Total	
	Montant	%	Montant	%
<b>1. Amélioration de la production et établissement de liens avec les marchés</b>				
Amélioration de la production et de la productivité de certains produits de base	10 475	100	10 457	24
Investissements dans l'établissement de liens avec les marchés	966	100	966	2
<b>2. Mise en place d'infrastructures de marché résilientes face aux changements climatiques</b>				
Infrastructures hydrauliques	7 204	100	7 204	16
Infrastructures de marché	11 332	100	11 332	26
<b>3. Renforcement institutionnel et stratégique et appui à la mise en œuvre</b>				
Renforcement institutionnel et appui à l'élaboration des politiques	2 815	100	2 815	6
Coordination du programme et services d'appui à l'exécution	11 455	100	11 455	26
<b>4. Réduction et gestion des risques de catastrophe</b>				
Fourniture d'informations sur l'agriculture par l'intermédiaire de services numériques	133	100	133	0,3
<b>Total</b>	<b>44 400</b>	<b>80</b>	<b>44 400</b>	<b>100</b>

30. Le tableau 2.1 indique la structure des coûts des deux phases par composante et par source de financement, et le tableau 2.2 précise la répartition des ressources disponibles dans le cadre de la phase II.

Tableau 2.1

**Coût du programme par composante et sous-composante et par source de financement**

(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA (CSD)		Déficit de financement 1		BAfD		Déficit de financement 2 (FEM)		UE-ILSA		Emprunteur/réceptaire		Bénéficiaires		RPSF (dons I et II)		Initiative de riposte à la crise (dons I et II)		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	En nature	%	En nature	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>1. Amélioration de la production et établissement de liens avec les marchés</b>																						
Amélioration de la production et de la productivité de certains produits de base	2 058	4	23 157	42	2 824	5	10 345	19	2 956	5	2 570	5	5 440	10	5 307	10	-	-	-	-	54 657	27
Investissements dans l'établissement de liens avec les marchés	294	3	2 900	27	4 000	37	1 729	16	-	-	348	3	742	7	709	7	-	-	-	-	10 722	5
<b>2. Mise en place d'infrastructures de marché résilientes face aux changements climatiques</b>																						
Infrastructures hydrauliques	1 082	4	16 389	57	965	3	764	3	3 840	13	584	2	2 801	10	2 191	8	-	-	-	-	28 616	14
Infrastructures de marché	1 455	4	21 005	53	668	2	12 970	33	-	-	729	2	1 000	3	1 929	5	-	-	-	-	39 756	20
<b>3. Renforcement institutionnel et stratégique et appui à la mise en œuvre</b>																						
Renforcement institutionnel et appui à l'élaboration des politiques	344	3	5 490	50	513	5	2 043	19	1 606	15	527	5	356	3	-	-	-	-	-	-	10 879	5
Coordination du programme et services d'appui à l'exécution	3 166	7	28 424	63	1 680	4	4 667	11	645	1	333	1	4 594	11	-	-	-	-	-	-	43 509	22
<b>4. Réduction et gestion des risques de catastrophe</b>																						
Fourniture d'intrants très nutritifs et de moyens de production élémentaires	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 261	29	738	9	4 831	62	7 838	4
Facilitation de l'accès aux marchés et aux technologies post-récolte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	190	17	943	83	1 133	1
Fourniture d'informations sur l'agriculture par l'intermédiaire de services numériques	1	-	628	20	350	11	482	15	952	30	-	-	-	-	-	-	750	24	-	-	3 164	1
<b>Total</b>	<b>8 400</b>	<b>4</b>	<b>98 000</b>	<b>49</b>	<b>11 000</b>	<b>5</b>	<b>33 000</b>	<b>16</b>	<b>10 000</b>	<b>5</b>	<b>5 091</b>	<b>3</b>	<b>14 934</b>	<b>7</b>	<b>12 397</b>	<b>6</b>	<b>1 678</b>	<b>1</b>	<b>5 774</b>	<b>3</b>	<b>200 274</b>	<b>100</b>

Tableau 2.2

**Financement additionnel pour la phase II: coût du programme par composante et sous-composante et par source de financement**

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Coût de la phase II uniquement (toutes sources de financement comprises, dont les soldes de la phase I)															
	Don du FIDA (CSD)		Déficit de financement 1		BAfD		Déficit de financement 2 (FEM)		UE-ILSA		Emprunteur/réceptaire		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	En nature	%	En nature	%	Montant	%
<b>1. Amélioration de la production et établissement de liens avec les marchés</b>																
Amélioration de la production et de la productivité de certains produits de base	17 079	37	2 824	6	10 345	23	2 956	6	2 570	6	5 440	12	4 632	10	45 846	29
Investissements dans l'établissement de liens avec les marchés	1 746	19	4 000	43	1 729	19	-	-	348	4	742	8	709	8	9 275	6
<b>2. Mise en place d'infrastructures de marché résilientes face aux changements climatiques</b>																
Infrastructures hydrauliques	13 530	55	965	4	764	3	3 840	16	584	2	2 801	11	2 190	9	24 674	16
Infrastructures de marché	19 651	53	668	2	12 970	35	-	-	729	2	1 000	3	1 929	5	36 948	24
<b>3. Renforcement institutionnel et stratégique et appui à la mise en œuvre</b>																
Renforcement institutionnel et appui à l'élaboration des politiques	4 633	48	513	5	2 043	21	1 606	17	527	5	356	4	-	-	9 677	6
Coordination du programme et services d'appui à l'exécution	16 733	61	1 680	6	4 667	17	645	2	333	1	3 306	12	-	-	27 363	18
<b>4. Réduction et gestion des risques de catastrophe</b>																
Fourniture d'informations sur l'agriculture par l'intermédiaire de services numériques	628	26	350	15	483	20	954	40	-	-	-	-	-	-	2 414	2
<b>Total</b>	<b>74 000</b>	<b>48</b>	<b>11 000</b>	<b>7</b>	<b>33 000</b>	<b>21</b>	<b>10 000</b>	<b>6</b>	<b>5 091</b>	<b>3</b>	<b>13 644</b>	<b>9</b>	<b>9 461</b>	<b>6</b>	<b>156 197</b>	<b>100</b>

31. Le tableau 3 présente la répartition des financements additionnels du FIDA par catégorie de dépenses. Le tableau 3.1 indique la structure des coûts des deux phases par catégorie de dépenses et par source de financement, et le tableau 3.2 précise l'allocation des ressources dans le cadre de la phase II.

Tableau 3

**Financement additionnel (du FIDA uniquement): coût du programme par catégorie de dépenses**  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Financement additionnel			
	Don du FIDA (CSD)		Total	
	Montant	%	Montant	%
<i>Dépenses d'investissement</i>				
1. Fonds	433	100	433	100
2. Travaux	14 790	100	14 790	100
3. Services de consultants	1 473	100	1 473	100
4. Études	190	100	190	100
5. Formation	2 089	100	2 089	100
6. Matériel et équipements	8 587	100	8 587	100
7. Assistance technique	4 463	100	4 463	100
<b>Total des dépenses d'investissement</b>	<b>32 024</b>	<b>100</b>	<b>32 034</b>	<b>100</b>
<i>Dépenses ordinaires</i>				
1. Frais de voyage	837	100	837	100
2. Fonctionnement et entretien	516	100	516	100
3. Traitements et salaires	10 222	100	10 222	100
4. Indemnités et prestations	802	100	802	100
<b>Total des dépenses ordinaires</b>	<b>12 375</b>	<b>100</b>	<b>12 376</b>	<b>100</b>
<b>Total</b>	<b>44 400</b>	<b>100</b>	<b>44 400</b>	<b>100</b>

Tableau 3.1  
**Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Toutes les sources																					
	Prêt du FIDA		Don du FIDA (CSD)		Déficit de financement 1		BAfD		Déficit de financement 2 (FEM)		UE-ILSA		Emprunteur/réceptiendaire		Bénéficiaires		RPSF (dons I et II)		Initiative de riposte à la crise (dons I et II)		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	En nature	%	En nature	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses d'investissement																						
1. Fonds	5	-	583	25	850	36	-		200	9	-	-	-	-	709	30	-	-	-	-	2 347	2
2. Travaux	2 238	4	31 261	57	2 005	4	8 912	16	3 708	7	1 313	2	2 564	5	2 474	5			68	-	54 545	37
3. Services de consultants	-	-	1 663	53	30	1	670	22	238	8	115	4	364	12	-	-	6	-	32	1	3 118	2
4. Études	-	-	330	26	72	6	296	23	71	6	31	2	68	5	407	32	-	-	5	-	1 279	1
5. Formation	670	5	5 144	38	3 467	26	1 602	12	450	3	1 234	9	78	1	65	-	211	2	546	4	13 467	9
6. Matériel et équipements	2 342	4	20 226	37	2 340	4	11 715	21	3 240	6	1 574	3	157	-	7 082	13	1 400	3	4 904	9	54 981	37
7. Atelier	-	-	28	20	-	-	105	76	-	-	-	-	-	-	-	-	6	4	-	-	138	-
8. Réunions	-	-	56	39	54	38	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32	22	142	-
9. Assistance technique	93	-	8 186	42	850	4	6 575	34	1 413	7	752	4	426	2	974	5	18	-	27	-	19 313	13
Total des dépenses d'investissement	5 347	4	67 476	45	9 668	6	29 875	20	9 320	6	5 019	3	3 657	2	11 711	8	1 642	1	5 615	4	149 329	75
Dépenses ordinaires																						
1. Frais de voyage	-	-	1 220	66	311	17	239	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	86	5	1 885	1
2. Fonctionnement et entretien	4	-	760	20	116	3	386	10	36	1	-	-	2 447	65	-	-	-	-	-	-	3 749	3
3. Traitements et salaires	1 527	4	22 771	61	905	2	2 500	7	644	2	72	-	7 545	21	686	2	3	-	16	-	36 669	18
4. Indemnités et prestations	-	-	1 178	95	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	33	3	30	2	1 241	1
5. Dépenses administratives courantes	1 522	20	4 596	62	-	-	-	-	-	-	-	-	1 284	17	-	-	-	-	27	-	7 430	3
Total des dépenses ordinaires	3 050	6	30 524	60	1 332	3	3 125	6	680	1	72	-	11 277	22	686	1	36	-	159	-	50 945	25
Total	8 400	8	98 000	49	11 000	5	33 000	16	10 000	5	5 091	3	14 934	7	12 397	1	1 678	1	5 774	3	200 274	100

Tableau 3.2

**Financement additionnel pour la phase II: coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement**

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Coût de la phase II uniquement (toutes sources de financement comprises, dont les soldes de la phase I)															
	Don du FIDA (CSD)		Déficit de financement 1		BAfD		Déficit de financement 2 (FEM)		UE-ILSA		Emprunteur/réциiendaire		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	En nature	%	En nature	%	Montant	%
Dépenses d'investissement																
1. Fonds	583	25	850	36	-	-	200	9	-	-	-	-	709	30	2 342	1
2. Travaux	27 394	57	2 005	4	8 912	18	3 708	8	1 313	3	2 564	5	2 474	5	48 370	31
3. Services de consultants	1 637	54	30	1	670	22	238	8	115	4	364	12	-	-	3 054	2
4. Études	330	26	72	6	296	23	71	6	31	2	68	5	407	32	1 275	1
5. Formation	3 192	32	3 467	34	1 602	16	450	5	1 234	12	78	1	65	1	10 088	6
6. Matériel et équipements	13 862	37	2 340	6	11 715	32	3 240	9	1 574	4	157	0,4	4 146	11	37 034	24
7. Atelier	-	-	-	-	105	100	-	-	-	-	-	-	-	-	105	-
8. Réunions	-	-	54	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	54	-
9. Assistance technique	7 937	42	850	5	6 575	35	1 413	8	752	4	426	2	974	5	18 927	12
<b>Total des dépenses d'investissement</b>	<b>54 935</b>	<b>45</b>	<b>9 668</b>	<b>8</b>	<b>29 876</b>	<b>25</b>	<b>9 319</b>	<b>8</b>	<b>5 019</b>	<b>4</b>	<b>3 657</b>	<b>3</b>	<b>8 775</b>	<b>7</b>	<b>121 248</b>	<b>78</b>
Dépenses ordinaires																
1. Frais de voyage	1 219	69	311	18	239	14	-	-	-	-	-	-	-	-	1 769	1
2. Fonctionnement et entretien	752	17	116	3	386	9	36	1	-	-	2 447	55	686	16	4 423	3
3. Traitements et salaires	15 948	58	905	3	2 500	9	644	2	72	0,3	7 540	27	-	-	27 609	18
4. Indemnités et prestations	1 146	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 146	1
<b>Total des dépenses ordinaires</b>	<b>19 065</b>	<b>55</b>	<b>1 332</b>	<b>4</b>	<b>3 125</b>	<b>9</b>	<b>680</b>	<b>2</b>	<b>72</b>	<b>0,2</b>	<b>9 987</b>	<b>29</b>	<b>686</b>	<b>2</b>	<b>34 947</b>	<b>22</b>
<b>Total</b>	<b>74 000</b>	<b>47</b>	<b>11 000</b>	<b>7</b>	<b>33 000</b>	<b>21</b>	<b>10 000</b>	<b>6</b>	<b>5 091</b>	<b>3</b>	<b>13 644</b>	<b>9</b>	<b>9 461</b>	<b>6</b>	<b>156 196</b>	<b>100</b>

Tableau 4

**Coût du programme par composante et sous-composante et par année du programme**

(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Financement additionnel (phase II)						Total
	2025	2026	2027	2028	2029	2030	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
<b>1. Amélioration de la production et établissement de liens avec les marchés</b>							
Amélioration de la production et de la productivité de certains produits de base	4 713	15 410	12 751	7 638	4 166	1 168	45 846
Investissements dans l'établissement de liens avec les marchés	233	3 031	2 614	1 454	1 698	255	9 285
<b>2. Mise en place d'infrastructures de marché résilientes face aux changements climatiques</b>							
Infrastructures hydrauliques	1 925	6 270	7 384	6 307	1 737	1 052	24 675
Infrastructures de marché	417	18 695	11 767	5 227	267	575	36 948
<b>3. Renforcement institutionnel et stratégique et appui à la mise en œuvre</b>							
Renforcement institutionnel et appui à l'élaboration des politiques	1 550	3 795	2 322	1 556	389	66	9 678
Coordination du programme et services d'appui à l'exécution	3 065	6 775	5 793	4 990	4 117	2 609	27 349
<b>4. Réduction et gestion des risques de catastrophe</b>							
Fourniture d'informations sur l'agriculture par l'intermédiaire de services numériques	483	483	483	966	-	-	2 415
<b>Total</b>	<b>12 386</b>	<b>54 459</b>	<b>43 114</b>	<b>28 138</b>	<b>12 374</b>	<b>5 725</b>	<b>156 197</b>

**Stratégie et plan de financement et de cofinancement**

32. Le financement de la phase II par le FIDA, le programme UE-ILSA et la BAfD est déjà garanti. Un déficit de financement de 21 millions d'USD demeure, qui devrait être couvert par les fonds dégagés à la suite de l'annulation du projet REFP et par un financement du FEM. Les fonds du projet annulé devraient être réaffectés au quatrième trimestre 2025, tandis que le financement du FEM-9 sera traité et approuvé d'ici à la fin de 2026. Les contributions nationales, apportées par le Gouvernement et les bénéficiaires, sont estimées à 23,1 millions d'USD (15% du budget total), dont 13,6 millions d'USD (9%) du Gouvernement et 9,5 millions d'USD (6%) des bénéficiaires.

**Décaissement**

33. Le recours aux systèmes publics sera encouragé dans le cadre du PROCABA, mais il faudra employer un logiciel de comptabilité pour faciliter la communication de l'information au format exigé, ce que ne permet pas encore le système électronique public d'administration financière utilisé par le Gouvernement (e-SISTAFE). Un compte désigné a été ouvert à la Banque du Mozambique pour recevoir les fonds du programme, qui sont acheminés via le système e-SISTAFE jusqu'au ministère d'exécution, puis alloués à l'unité de gestion de projet (UGP). Aux niveaux provincial et régional, les fonds sont versés sur le compte unique du Trésor du Ministère de l'agriculture, de l'environnement et de la pêche au bénéfice du programme. Tous les paiements importants effectués dans le cadre du programme sont centralisés au niveau de l'UGP. Les fonds seront décaissés au bénéfice du programme conformément à la procédure de réapprovisionnement du compte désigné.
34. À la date de l'examen à mi-parcours du programme, environ 53,1 millions d'USD avaient été décaissés (soit 85,7% du financement du FIDA). Ce bon résultat en matière de décaissement dépasse largement le seuil de référence sectoriel ajusté

au prorata (50,08%), alors que 49,27% de la durée d'exécution du programme est écoulée.

### Résumé des avantages et analyse économique

35. L'analyse économique et financière unifiée a été ajustée pour intégrer la période d'exécution de la phase II et les coûts supplémentaires et bénéfices connexes, compte tenu: i) des prix de marché actuels des intrants et des extrants; ii) de l'évolution des rendements agricoles; iii) des coûts effectifs déjà encourus dans le cadre du programme; iv) des principaux indicateurs du cadre logique.
36. **Avantages du programme.** Selon l'analyse économique et financière, les avantages attendus restent inchangés par rapport au but initial et aux objectifs de développement du programme. Parmi les avantages financiers figurent des gains de productivité des exploitations agricoles et une hausse des rendements financiers des ménages ciblés. Les avantages sociaux incluent une réduction des taux de pauvreté dans les zones ciblées, en particulier pour les groupes défavorisés, qui tirent profit de leur participation aux différentes interventions du programme.
37. **Résultats de l'analyse économique.** L'analyse économique et financière actualisée confirme que le programme reste économiquement et financièrement viable, puisqu'il affiche un taux de rentabilité économique de base en hausse, à 23%, et une valeur actuelle nette positive de 308,8 millions d'USD (soit 19,7 milliards de MZN). Le programme demeure donc fortement rentable sur le plan économique. L'analyse de sensibilité révèle une grande résilience en cas d'augmentation des coûts ou de réduction des bénéfices: le programme conserverait un taux de rentabilité économique de 22,3%, même si les bénéfices baissaient ou si les coûts augmentaient de 10%.

### Stratégie de retrait et pérennisation

38. L'exécution du PROCAVA est entièrement intégrée dans le cadre institutionnel, stratégique et politique du Gouvernement. Cette intégration assurera la continuité des activités après l'achèvement du programme, tout en renforçant considérablement les capacités institutionnelles. De plus, grâce au processus de conception participatif, le programme sera en prise directe avec les préoccupations des bénéficiaires ciblés. Ces éléments garantiront l'enracinement et l'engagement nécessaires à la continuité des activités après l'achèvement du programme.

## III. Gestion des risques

### A. Risques et mesures d'atténuation

39. Les risques institutionnels, économiques, sociaux et environnementaux ci-après ont été recensés.

Tableau 5

#### Synthèse des risques

Aspect du risque	Niveau de risque inhérent	Évaluation du risque résiduel
Contexte national	Élevé	Substantiel
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Modéré
Environnement et contexte climatique	Substantiel	Substantiel
Portée du programme	Modéré	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Substantiel	Modéré
Gestion financière du programme	Substantiel	Substantiel
Passation des marchés	Élevé	Élevé
Impact environnemental, social et climatique	Substantiel	Substantiel
Parties prenantes	Substantiel	Modéré
<b>Risque global</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Modéré</b>



## B. Catégorie environnementale et sociale

40. La note d'examen initiale des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC), qui classait le PROCAVA dans la catégorie A, a été élaborée à partir de l'édition 2017 des PESEC. Une mise à jour s'imposait donc pour tenir compte du financement additionnel, qui prévoit de nouvelles activités, de nouvelles zones géographiques et de nouveaux cofinanceurs.
41. Le programme a fait l'objet d'un nouvel examen réalisé à l'aide de l'outil d'examen critique des PESEC de 2021. Il en ressort que le risque du programme est jugé **substantiel**. Les effets négatifs potentiels sur les populations humaines et sur l'environnement sont susceptibles d'être localisés, maîtrisables ou réversibles, et ont peu de chance d'être significatifs.
42. Les sites exacts des nouveaux districts n'ayant pas encore été repérés, il est recommandé de mettre à jour le cadre de gestion environnementale et sociale avant décembre 2025, afin d'établir les principes, les directives et les procédures d'évaluation des risques et des impacts associés au PROCAVA.

## C. Classement au regard des risques climatiques

43. Les risques climatiques du PROCAVA avaient initialement été jugés élevés en raison de la fréquence des chocs climatiques, accélérée par les changements climatiques. Ces phénomènes menacent les infrastructures, l'agriculture et la stabilité socioéconomique dans son ensemble, accentuant l'insécurité alimentaire et hydrique.
44. D'après le nouvel examen, le risque climatique est désormais jugé **substantiel**. Face aux risques actuels, une évaluation ciblée de l'adaptation est recommandée. La BAfD conduit une analyse climatique qui couvre les districts où interviendra le FIDA.

## IV. Exécution

### A. Respect des politiques du FIDA

45. Le PROCAVA est pleinement en phase avec les buts et objectifs du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et avec d'autres politiques et stratégies pertinentes.

### B. Cadre organisationnel

#### Gestion et coordination

46. Le Ministère de l'agriculture, de l'environnement et de la pêche, organisme d'exécution principal, sera chargé de superviser la mise en œuvre du PROCAVA. Il a délégué son rôle d'organisme d'exécution principal au Fonds pour la promotion agricole et la vulgarisation rurale.
47. Une UGP nationale est en place, sous la supervision directe de la Directrice générale du Fonds pour la promotion agricole et la vulgarisation rurale. Cette unité assure la gestion et la supervision quotidiennes du PROCAVA, sous la direction d'un coordonnateur national du programme. Compte tenu de l'étendue géographique du PROCAVA, la gestion du programme sera déléguée aux équipes de projet au niveau des régions et des provinces. Au cours de la phase II, de nouvelles UGP seront mises en place dans les régions du centre et du nord, et les effectifs des projets subsidiaires de la BAfD et de l'UE-ILSA seront renforcés.

#### Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

48. **Gestion financière.** Compte tenu du contexte national, le risque inhérent à la gestion financière du PROCAVA a été jugé substantiel. Le risque résiduel est jugé substantiel, toutefois, le programme présente des performances passées en gestion financière jugées acceptables. Les évaluations des risques en matière de gestion financière, qui sont mises à jour à l'occasion des missions de supervision annuelles, ont confirmé que les systèmes en place offrent des mécanismes de contrôle

adéquats et permettent une bonne gestion des fonds du programme. Ces risques continueront d'être évalués tout au long de l'exécution.

49. La gestion financière est intégrée aux systèmes gouvernementaux, comme pour d'autres projets en cours au Mozambique. Les systèmes publics de paiement et d'information financière sont utilisés, mais un progiciel de comptabilité standard sera également mobilisé pour surmonter les problèmes de communication rencontrés avec le système public e-SISTAFE. La planification du programme et l'élaboration du budget coïncident avec le calendrier gouvernemental.
50. **Audit.** Jusqu'à présent, le PROCAVA a été audité par des cabinets d'audit privés. Il a toutefois été convenu qu'à partir de l'exercice 2023, le programme serait audité par le tribunal administratif du Mozambique, dans le respect des normes internationales d'audit. Ces audits n'ont pas encore commencé en raison d'insuffisances internes.
51. **Passation des marchés.** Le cadre juridique relatif à la passation des marchés publics en vigueur au Mozambique est actuellement régi par le décret n° 79/2022, qui fixe les principes et les procédures applicables aux passations de marchés des autorités publiques et des institutions de droit public, sous contrôle public ou ayant recours à des fonds publics.
52. **Gouvernance.** La gouvernance du programme est du ressort du comité national de pilotage du programme, organe directeur du programme. S'il appartient principalement au Gouvernement mozambicain d'assurer la bonne gouvernance, toutes les parties prenantes sont informées que le FIDA applique une politique de tolérance zéro à l'égard des pratiques frauduleuses et des actes de corruption, de collusion ou de coercition dans le cadre des programmes qu'il finance.

### **C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique**

53. L'UGP nationale est responsable du suivi-évaluation, qui s'effectue à différents niveaux. Le suivi-évaluation du PROCAVA est fondé sur un système de suivi en ligne, également en place au niveau régional. Dans le cadre de la phase II, le même système intégré de suivi-évaluation sera utilisé pour toutes les sources de financement.
54. **Gestion des connaissances.** La conception du programme prévoit des dispositifs favorisant l'apprentissage et le partage des connaissances tant au sein des communautés cibles qu'auprès du Gouvernement et des autres parties prenantes.

### **D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement**

55. L'accord de financement devra être modifié pour officialiser l'octroi du financement additionnel de 44,4 millions d'USD sous forme de don au titre de l'allocation de FIDA13. Les autres modifications proposées sont les suivantes:
  - porter le nombre cible de 211 900 à 255 000 ménages au total, grâce aux ressources additionnelles de la BAfD, du programme UE-ILSA, du projet REFP, du FEM, du Gouvernement et des bénéficiaires;
  - faire passer le nombre de personnes touchées de 1 059 500 à 1 275 000;
  - étendre la couverture géographique de 75 à 87 districts, grâce à l'inclusion de 12 nouveaux districts dans le cadre des activités financées par la BAfD;
  - renforcer les capacités de l'Institut de recherche agronomique du Mozambique en matière de production et de commercialisation de semences de prébase et de base, en renforçant ses laboratoires et ses infrastructures de production de semences avec un financement de 7,0 millions d'USD tirés de l'enveloppe de 11,0 millions d'USD du projet REFP annulé;

- lancer de nouvelles activités d'agroécologie et d'agroforesterie grâce au don du programme UE-ILSA (5,0 millions d'USD);
- consolider les interventions en matière de gestion des ressources naturelles et de résilience climatique grâce aux ressources du FEM-9, qui doivent encore être mobilisées;
- ajuster la composante 4 sur le modèle de la composante d'intervention d'urgence, en y associant une allocation de ressources et des éléments déclencheurs.

56. Dans le cadre logique, les modifications suivantes sont proposées:

- ajouter un indicateur relatif à **l'effet direct 1: Ménages déclarant un meilleur accès à la terre, aux forêts, à l'eau ou aux plans d'eau à des fins de production**. Cet indicateur, non retenu dans la conception initiale, fait néanmoins partie des indicateurs spécifiques aux projets faisant l'objet d'un suivi et constitue l'un des indicateurs de base relatifs aux effets directs à consigner dans les rapports;
- ajouter un nouveau **produit 1.1.4: Amélioration de l'accès à la propriété foncière**, et un nouvel indicateur, « **Bénéficiaires obtenant un accès plus sécurisé à la terre** ». Cet indicateur, non retenu dans la conception initiale, fait néanmoins partie des indicateurs spécifiques aux projets faisant l'objet d'un suivi et constitue l'un des indicateurs de base relatifs aux effets directs à consigner dans les rapports;
- renforcer les interventions en matière d'inclusion financière dans le programme, en allouant 4,0 millions d'USD des 11,0 millions d'USD du projet REFP annulé, pour promouvoir et consolider les groupes d'épargne et de crédit. Cela se traduira par l'inclusion de deux nouveaux indicateurs relatifs à **l'effet direct 2: « 1.2.5: Utilisation des services financiers ruraux »** et « **1.1.5: Nombre de personnes vivant en milieu rural qui ont accès à des services financiers (épargne, crédit, assurance, envois de fonds, etc.)** »;
- ajuster certaines cibles pour les faire coïncider avec les objectifs attendus du programme.

## V. Instruments et pouvoirs juridiques

57. L'octroi à l'emprunteur/bénéficiaire du financement proposé est régi par un accord de financement entre la République du Mozambique et le FIDA. L'accord de financement précédemment signé sera modifié après l'approbation du financement additionnel.
58. La République du Mozambique est habilitée, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
59. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## **VI. Recommandation**

60. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Mozambique un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant équivalant à quarante-quatre millions quatre cent mille dollars des États-Unis (44 400 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Alvaro Lario

## Updated logical framework incorporating the additional financing

Results Hierarchy	Indicators								Means of Verification			Assumptions
	Name	Base line	Mid-Term	End Target	End Target (New)	IFAD	AfDB	EU-ILSA	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1.b Estimated corresponding total number of households members								Project records, national statistics	Bi-annually	PMU	PMU and Implementing partners have Reliable M&E with a coding system to track beneficiaries at individual and household levels
	Household members	0	608,250	1,059,500	1,275,000 <sup>2</sup>	1,059,500	184,250	31,250				
	1.a Corresponding number of households reached								Project records, national statistics	Bi-annually	PMU	
	Households	0	121,650	211,900	255,000	211,900	36,850	6,250				
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project								Project records, national statistics	Bi-annually	PMU	
	Females	0	76,180	108,800	135,000	108,800	23,075	3,125				
	Males	0	76,180	108,800	135,000	108,800	23,075	3,125				
	Young	0	45,700	65,280	81,000	65,280	13,845	1,875				
	Total number of persons receiving services	0	152,360	217,600	270,000	217,600	46,150	6,250				
Project Goal	Percentage (Number) of rural people experiencing changes in economic status (10% or more) including income, food diversity or nutrition								National Poverty Evaluation Report; Household surveys; Demographic Surveys; Vulnerability Assessment reports/Survey	Completion	MAAP <sup>3</sup> /DPP <sup>4</sup> , INE <sup>5</sup> , MF <sup>6</sup> , UNICEF, WFP, PMU	Stable political, social and macro- economic environment prevails
To contribute to poverty reduction, improved food and nutrition security and resilient livelihoods for inclusive rural transformation	People	7	10	15	70	70	70	70				
	Females				89,250	74,250	13,000	2,250				
	Males				89,250	74,250	13,000	2,250				
	Young				53,600	44,600	7,800	1,400				
	Number of people with strengthened resilience (20% or more)								National Poverty Evaluation Report; Household surveys; Demographic Surveys;	Completion	MAAP/DPP, INE, MF, UNICEF, WFP, PMU	
	People		79,200	113,150	130,000	110,000	7,500	12,500				
	Females		39,600	56,575	65,000	55,000	3,750	6,250				
	Males		39,600	56,575	65,000	55,000	3,750	6,250				
	Young		23,760	33,945	40,000	33,000	2,300	4,700				

2

<sup>3</sup>Ministry of Agriculture, Environment and Fisheries (MAAP)<sup>4</sup>Directorate on Planning and Policies (DPP)<sup>5</sup>National Institute for Statistics (INE)<sup>6</sup>Ministry of Finance (MF)

Results Hierarchy	Indicators								Means of Verification			Assumptions
	Name	Base line	Mid-Term	End Target	End Target (New)	IFAD	AfDB	EU-ILSA	Source	Frequency	Responsibility	
									Vulnerability Assessment reports/Survey			
<b>Development Objective</b>	<i>Percentage of increased household farm incomes</i>								Core Outcome Indicator (COI) Survey	Baseline, MTR, completion	MAAP/DPP, INE, MF	The ongoing political and economic commitment in investing in the agricultural sector by government maintained
To increase net income from climate resilient Agri-food value chains by rural women, men and youth	Young			203,063	60,000	40,000	10,000	10,000				
	Women-headed households			9,025	90,000	60,000	20,000	10,000				
	Increase in income		50	150	150	150	150	150				
<b>Outcome</b>	<i>Percentage of persons/households reporting an increase in productivity</i>								Annual Production Surveys, MAAP Annual Reports, thematic studies	Baseline, MTR, Completion	PMU	Communities participate actively in interventions made; Farmers have adequate resources to acquire productive inputs; Stable weather conditions.
1.1 Smallholders productivity, production and quality of targeted value chains improved	Households	0	40	75	75	75	75	75				
	<i>3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices</i>								COI Survey	Baseline, MTR, Completion	PMU	Communities participate actively in nutrition mainstreaming activities; Stable political, social and macro- economic environment prevails
	Households		40	75	75	75	75	75				
	Total number of household members		243,300	794,625	900,000	700,000	150,000	50,000				
	Males		24,300	79,425	90,000	70,000	15,000	5,000				
	Females		24,360	79,500	90,000	70,000	15,000	5,000				
	Young		7,300	23,900	54,000	42,000	9,000	3,000				
	Women-headed households		9,732	31,785	60,000	48,000	9,000	3,000				
	Households		48,660	158,925	180,000	140,000	30,000	10,000				
	<i>1.2.8 Women reporting minimum dietary diversity (MDDW)</i>								COI Survey	Baseline, MTR, Completion	PMU	Communities participate actively in nutrition mainstreaming activities; Stable political, social and macro- economic environment prevails
	Women (number)		23,400	76,300	100,000	80,000	10,000	10,000				
	<i>1.2.1: Households reporting improved access to land, forests, water or water bodies for production purposes</i>								COI Survey		PMU	

Results Hierarchy	Indicators								Means of Verification			Assumptions
	Name	Base line	Mid-Term	End Target	End Target (New)	IFAD	AfDB	EU-ILSA	Source	Frequency	Responsibility	
	Households - Percentage (%)				20	20				Baseline, MTR, Completion		Communities participate actively in land tenure activities;
	Households - Households				51,000	51,000						
	Females - Females				15,300	15,300						
	Males - Males				15,300	15,300						
	Young - Young people				15,300	15,300						
	Persons with disabilities - Number				1,300	1,300						
	Household members - Number of people				255,000	255,000						
Output	1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological packages								Project progress reports	Annual	PMU	Improved Land tenure agreement in place.
1.1.1 Production and productivity-enhancing inputs and climate smart technological packages are made available to smallholder producers of selected crops and livestock commodities	Females	0	76,160	108,800	135,000	108,800	23,075	3,125				
	Males	0	76,160	108,800	135,000	108,800	23,075	3,125				
	Young	0	45,696	65,280	81,000	65,280	13,845	1,875				
	Total rural producers	0	152,320	217,600	270,000	217,600	46,150	6,250				
Output	Number of livestock production infrastructures constructed or rehabilitated								Project progress reports	Semi-Annual	PMU	
1.1.2 Livestock production related infrastructure established	Livestock production infrastructure	0	72	144	150	150	0	0				
Output	3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks								Project progress reports	Semi-Annual	PMU	
1.1.3 Community-based natural resources management plans (CBNRM) prepared and established in Meat VC	Groups supported		17	43	43	43	0	0				
Output	1.1.1. Beneficiaries gaining increased secure access to land								Project progress reports	Semi-Annual	PMU	
	Households - Households	0	0	0	45,000	45,000	0	0				

Results Hierarchy	Indicators								Means of Verification			Assumptions
	Name	Base line	Mid-Term	End Target	End Target (New)	IFAD	AfDB	EU-ILSA	Source	Frequency	Responsibility	
1.1.4 Improve access to land ownership	Males - Males	0	0	0	22,500	22,500	0	0				
	Females - Females	0	0	0	22,500	22,500	0	0				
	Persons with disabilities - Number	0	0	0	1,125	1,125	0	0				
	Young - Young people	0	0	0	13,500	13,500	0	0				
<b>Outcome</b>	<i>2.2.3 Rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities</i>								Project reports, Outcome/household surveys, Market surveys	Baseline, Mid-term and Completion reports	PMU	Communities participate actively in interventions made
1.2 Value chain linkages have improved between smallholder farmers and other value chain actors	Percentage of POs		20	50	50	50	50	50				
	<i>1.2.5. Use of rural financial services</i>								COI Survey	Baseline, mid-term, completion	PMU	Conducive regulatory framework for rural finance; Trust between financial service providers and value chain actors
	Households - Percentage (%)	32	36	36	50	50	50	50				
	Households - Households	86,400	97,200	97,200	135,000	108,800	23,075	3,125				
	Males - Males	43,200	48,600	48,600	67,500	54,400	11,538	1,563				
	Females - Females	43,200	48,600	48,600	67,500	54,400	11,538	1,563				
	Young - Young people	25,920	29,160	29,160	40,500	32,640	6,923	938				
	Persons with disabilities - Number	2,160	2,430	2,430	3,375	2,720	577	78				
<b>Output</b>	<i>2.1.3 Rural producers' organizations supported</i>								Project progress reports	Semi-Annual	PMU	
1.2.1 Smallholder farmers organisational, technical and business management skills are strengthened	Rural POs supported		500	700	2,500	2,000	400	100				
	<i>1.1.8 Households provided with targeted support to improve their nutrition</i>											
	Households		38,928	67,808	100,000	80,000	10,000	10,000				
<b>Output</b>	<i>3.1.2 Persons provided with climate information services</i>								Project progress reports	Semi-Annual	PMU	
1.2.2 Climate, weather and market information system is	Females		14,960	37,400	40,000	35,000	5,000	0				
	Males		14,960	37,400	40,000	35,000	5,000	0				
	Persons provided with climate information services		29,920	74,800	80,000	70,000	10,000	0				



Results Hierarchy	Indicators								Means of Verification			Assumptions
	Name	Base line	Mid-Term	End Target	End Target (New)	IFAD	AfDB	EU-ILSA	Source	Frequency	Responsibility	
developed and operational												
<b>Output</b>	<i>Policy 2 Functioning multi-stakeholder platforms supported</i>								Project progress reports	Semi-Annual	PMU	Conducive regulatory framework for contract enforcement; Trust among smallholder farmers and different stakeholders in the targeted value chains; Balanced negotiation power for win-win partnerships.
1.2.3 Value chain platforms are established and strengthened	Number		38	75	87	75	12	0				
<b>Output</b>	<i>CI 1.1.5: Persons in rural areas accessing financial services (savings, credit, insurance, remittances, etc.)</i>								Project progress reports	Semi-Annual	PMU	Conducive regulatory framework for contract enforcement; Trust among smallholder farmers and different stakeholders in the targeted value chains; Balanced negotiation power for win-win partnerships.
1.2.4 Value chain actors have improved access to inclusive financial services	Households - Households	0	0	0	40,000	32,000	8,000	-				
	Males - Males	0	0	0	20,000	16,000	4,000	-				
	Females - Females	0	0	0	20,000	16,000	4,000	-				
	Persons with disabilities - Number	0	0	0	1,000	800	200	-				
	Young - Young people	0	0	0	12,000	9,600	2,400	-				
<b>Outcome</b>	<i>2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities</i>								Project progress reports	Baseline, Mid-term and Completion reports	MAAP/DPP, PMU	Conducive regulatory framework for contract enforcement; Adequate capacity of private sector and service providers on infrastructure development; Communities participate actively in infrastructure development, operation and maintenance
2. Market-related climate resilient infrastructure has improved	Households reporting improved physical access to markets		20	50	50	50	50	50				
	Males		18,050	45,125	65,000	55,000	10,000	0				
	Females		18,050	45,125	65,000	55,000	10,000	0				
	Young		79,420	194,940	40,000	30,000	10,000	0				
	Women-headed households		7,220	18,050	36,000	27,000	9,000	0				
	<i>Households reporting improved physical access to processing facilities</i>		20	50	20	20	20	20				
	Males		18,050	45,125	25,500	21,500	3,500	500				
	Females		18,050	45,125	25,500	21,500	3,500	500				
	Young		10,830	27,075	15,300	12,900	2,100	300				
	Women-headed households		7,220	18,050	13,800	11,600	1,900	300				
	<i>Households reporting improved physical access to storage facilities</i>		4	8	20	20	20	20				

Results Hierarchy	Indicators								Means of Verification			Assumptions
	Name	Base line	Mid-Term	End Target	End Target (New)	IFAD	AfDB	EU-ILSA	Source	Frequency	Responsibility	
	Males		18,050	36,100	25,500	21,500	3,500	500				
	Females		18,050	36,100	25,500	21500	3500	500				
	Young		10,830	21,660	15,300	12900	2100	300				
	Women-headed households		1,444	2,888	13,800	11,600	1,900	300				
	Households reporting improved physical access to markets		36,100	90,250	130,000	110,000	18,000	2,000				
	Households reporting improved physical access to processing facilities		36,100	90,250	51,000	43,000	7,000	1,000				
	Households reporting improved physical access to storage facilities		7,220	14,440	51,000	43,000	7,000	1,000				
<b>Output</b>	<i>1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated</i>								Project progress reports	Semi-annual	PMU	
2.1 Water-related infrastructure rehabilitated or Constructed	Hectares of land	0	1,500	3,000	3,000	2,230	645	125				
<b>Output</b>	<i>2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated</i>								Project progress reports	Semi-annual	PMU	
2.2 Market-led value chain infrastructure rehabilitated or constructed	Market facilities constructed/rehabilitated	0	14	20	73	46	23	4				
	Processing facilities constructed/rehabilitated	0	22	50	74	55	19	0				
	Storage facilities constructed/rehabilitated	0	2	4	32	18	8	6				
<b>Outcome</b>	<i>Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment</i>								Project reports, outcome surveys	Baseline, Mid-term and Completion reports	PMU	Favorable regulatory framework and enabling environment
3. Institutional and policy framework for inclusive and climate-resilient value chain development has improved	Number	0	5	7	7	4	2	1				

Results Hierarchy	Indicators								Means of Verification			Assumptions
	Name	Base line	Mid-Term	End Target	End Target (New)	IFAD	AfDB	EU-ILSA	Source	Frequency	Responsibility	
<b>Output</b>	<i>Number of staff of public and private entities trained on project implementation, gender and land tenure security</i>								Project progress reports	Annual	PMU	
3.1 Institutional capacities (public, private and PO) strengthened for effective functioning of the targeted value chains	Staff of public and private entities	0	1,000	1,500	2,000	1,000	800	200				
<b>Output</b>	<i>Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed</i>								Project progress reports	Semi-annual	PMU	
3.2 Policies and strategies developed for the effective and structure development of targeted VC	Number	0	5	7	7	4	2	1				

## Updated summary of the economic and financial analysis

Table A  
Financial cash flow models

		Farm/off-farm models' net incremental benefits (in MZN)											
		Horticulture (Tomatoes, Green	Horti. With shadenets (Tomatoes,	Maize and Potato farm	Legume Farm (Dry beans,	Cassava Farm	Cassava Processing Unit	Livestock - Cattle Production	Free Range Chicken	Semi Commercial Chicken Small	Cattle Feedlot	Slaughter House	Retail Market Facility
							MZN '000				MZN '000	MZN '000	
	PY1	7,081	(65,035)	(4,974)	(11,798)	2,708	(1,904)	(16,084)	(13,405)	(24,875)	(21)	14,701	(251,131)
	PY2	51,800	110,616	1,519	(5,163)	3,738	1,516	(9,365)	12,253	5,109	812	17,231	35,732
	PY3	103,846	296,150	25,160	4,581	8,470	1,658	2,495	11,828	9,713	1,201	19,201	35,732
	PY4	103,846	291,301	37,363	14,326	9,379	1,924	19,426	10,903	28,060	1,396	22,152	35,732
	PY5	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	36,357	12,403	34,952	1,396	22,152	35,732
	PY6	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	13,403	29,952	1,396	23,344	35,732
	PY7	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,924	53,954	9,903	33,752	1,396	23,344	35,732
	PY8	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	13,403	34,952	1,396	23,344	35,732
	PY9	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	12,403	34,952	1,396	23,344	35,732
	PY10	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,924	53,954	10,903	33,752	1,396	23,344	35,732
	PY11	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	12,403	29,952	1,396	23,344	35,732
	PY12	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	13,403	34,952	1,396	23,344	35,732
	PY13	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,924	53,954	9,903	33,752	1,396	23,344	35,732
	PY14	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	13,403	34,952	1,396	23,344	35,732
	PY15	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	12,403	34,952	1,396	23,344	35,732
	PY16	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,924	53,954	10,903	28,752	1,396	23,344	35,732
	PY17	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	12,403	34,952	1,396	23,344	35,732
	PY18	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	13,403	34,952	1,396	23,344	35,732
	PY19	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,924	53,954	9,903	33,752	1,396	23,344	35,732
	PY20	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	13,403	34,952	1,396	23,344	35,732
IRR/**		#DIV/0!	251%	210%	49%	#DIV/0!	87%	64%	89%	64%	3980%	NA	13%
NPV (\$)		436,480	931,047	101,143	34,616	35,090	4,860	90,264	32,645	66,880	4,566	89,668	43,421

Table B: Project costs and log-frame targets

PROGRAMME COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME				
TOTAL PROGRAMME COSTS (in million USD )			200.3	
Beneficiaries	1,275,000	people	255,000	Households
Cost per beneficiary	157	US\$/Person		785
				US\$/HH
Components and Cost (USD million)				
A. Production Improvement and Market Linkages	65.4			
B. Market-related Climate Resilient Infrastructure	68.4			
C. Institutional and Policy Strengthening and Implementation Support	54.4			
D. Disaster Risk Reduction and Management	12.1			
Total	200.3			

Table C: Main assumptions and shadow prices

C)	MAIN ASSUMPTIONS & SHADOW PRICES				
	Output	land Size	Yields (Annually) Kg		
			WOP	WP	Price (MZN)
FINANCIAL	Horticulture (Tomatoes,)	1 Ha	27,300	48,000	18
	Horti. With shadenets Green Pepper)	1 Ha	8,500	12,800	20
	Maize and Potato farm	1 Ha	2,500	4,500	25
	Legume Farm (Dry beans, Soyabean, Sesame)	1 Ha	1,300	1,800	60
	Cassava Farm	1 Ha	7,100	18,000	3
	Cassava Processing Unit	Unit	-	75,000	30
	Livestock - Cattle Production	Heads	-	10	20,000
	Free Range Chicken Small Production	Birds	50	100	230
	Semi Commercial Chicken Small Production	Birds	-	500	230
	Cattle Feedlot	Heads	-	32	15,400
	Slaughter House	Kg		243,750	190
Economic	Standard Conversion Factor	0.93	Discount rate on saving/deposit account		8%
	Labour Conversion Factor	0.88	Discount rate for Economic Analysis		10%

**Table D: Beneficiary adoption rates and phasing**

			Project Years											Total
			2020/21	2021/22	2022/23	2023/24	2024/25	2025/26	2026/27	2027/28	2028/29	2029/30		
# Activity	# Enterprises	Beneficiaries	Phasing of enterprises											
		HHs												
Outreach (Lf)			670	38,003	45,004	59,106	24,441	33,237	26,312	17,173	7,560	3,494	255,000	
1 Horticulture farm	9,000	10,432	27	1,555	1,841	2,418	1,000	1,360	1,076	703	309	143	10,432	
2 Horticulture farm under shadenet	500	580	2	86	102	134	56	76	60	39	17	8	580	
3 Maize and potatoes farm	12,100	14,025	37	2,090	2,475	3,251	1,344	1,828	1,447	945	416	192	14,025	
4 Legume farm	45,000	52,159	137	7,773	9,205	12,090	4,999	6,798	5,382	3,513	1,546	715	52,159	
5 Cassava farm	59,500	68,734	180	10,199	12,078	15,862	6,559	8,920	7,061	4,609	2,029	938	68,434	
6 Cassava Processing Unit	20	232	1	35	41	54	22	30	24	16	7	3	232	
7 Livestock production	82,000	94,688	249	14,112	16,711	21,948	9,076	12,342	9,770	6,377	2,807	1,298	94,688	
8 Free Range Chicken small production	10,000	11,591	30	1,727	2,046	2,687	1,111	1,511	1,196	781	344	159	11,591	
9 Semi-commercial Chicken production	1,900	2,202	6	324	384	505	209	284	225	147	65	30	2,177	
10 Cattle mini feedlot	17	315	1	47	56	73	30	41	33	21	9	4	315	
11 Slaughterhouse	3	42	0	10	12	16	6	9	7	5	2	1	67	
12 Retail Market Facility (Unit of 30 People)	10							90	90	-	-	120	300	
Total		255,000	669	37,958	44,951	59,036	24,412	33,288	26,371	17,153	7,551	3,610	255,000	

Table E: Economic cash flow

Project year	BENEFITS		COSTS	CASHFLOW
	Net Incremental Farm Benefits	Total Net Inc. Benefits (MZN'000)	Total Incremental Costs	
PY1	(3,761,082)	(3,761,082)	264,473	(4,025,554)
PY2	(2,369,130)	(2,369,130)	464,422	(2,833,552)
PY3	(1,703,798)	(1,703,798)	643,862	(2,347,661)
PY4	(672,725)	(672,725)	1,218,544	(1,891,269)
PY5	1,160,692	1,160,692	1,021,626	139,066
PY6	2,896,620	2,896,620	3,264,846	(368,226)
PY7	4,391,100	4,391,100	2,455,615	1,935,485
PY8	5,856,389	5,856,389	1,715,086	4,141,302
PY9	7,037,503	7,037,503	784,413	6,253,090
PY10	7,733,928	7,733,928	366,436	7,367,492
PY11	8,323,236	8,323,236	-	8,323,236
PY12	8,585,891	8,585,891	-	8,585,891
PY13	8,688,115	8,688,115	-	8,688,115
PY14	8,756,643	8,756,643	-	8,756,643
PY15	8,769,922	8,769,922	-	8,769,922
PY16	8,747,375	8,747,375	-	8,747,375
PY17	8,770,617	8,770,617	-	8,770,617
PY18	8,769,950	8,769,950	-	8,769,950
PY19	8,747,347	8,747,347	-	8,747,347
PY20	8,770,645	8,770,645	-	8,770,645
NPV@ 10% (ZM\$ 'Million)				19,764
NPV@ 10% (US\$'Million)				308.8
EIRR				23.0%
BCR	Benefits		Costs	BCR
	26,716		6,952	3.84

**Table F: Sensitivity analysis**

Year	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	.11-20
<b>Incremental Benefits</b>	(3,761)	(2,369)	(1,704)	(673)	1,161	2,897	4,391	5,856	7,038	7,734	8,323
benefits +10%	(4,137)	(2,606)	(1,874)	(740)	1,277	3,186	4,830	6,442	7,741	8,507	9,156
benefits +20%	(4,513)	(2,843)	(2,045)	(807)	1,393	3,476	5,269	7,028	8,445	9,281	9,988
Mild scenario	(3,385)	(2,132)	(1,533)	(605)	1,045	2,607	3,952	5,271	6,334	6,961	7,491
Medium scenario	(3,009)	(1,895)	(1,363)	(538)	929	2,317	3,513	4,685	5,630	6,187	6,659
High scenario	(2,633)	(1,658)	(1,193)	(471)	812	2,028	3,074	4,099	4,926	5,414	5,826
<b>Project Costs</b>	264	464	644	1,219	1,022	3,265	2,456	1,715	784	366	0
costs +10%	291	511	708	1,340	1,124	3,591	2,701	1,887	863	403	-
costs +20%	317	557	773	1,462	1,226	3,918	2,947	2,058	941	440	-
costs +30%	397	697	966	1,828	1,532	4,244	3,192	2,230	1,020	476	-
<b>Net cash flow</b>											
base scenario	(4,026)	(2,834)	(2,348)	(1,891)	139	(368)	1,935	4,141	6,253	7,367	8,323
costs +10%	(4,052)	(2,880)	(2,412)	(2,013)	37	(695)	1,690	3,970	6,175	7,331	8,323
costs +20%	(4,078)	(2,926)	(2,476)	(2,135)	(65)	(1,021)	1,444	3,798	6,096	7,294	8,323
costs +30%	(4,158)	(3,066)	(2,670)	(2,501)	(372)	(1,348)	1,199	3,627	6,018	7,258	8,323
benefits +10%	(4,402)	(3,070)	(2,518)	(1,959)	255	(79)	2,375	4,727	6,957	8,141	9,156
benefits +20%	(4,778)	(3,307)	(2,688)	(2,026)	371	211	2,814	5,313	7,661	8,914	9,988
benefits -10%	(3,649)	(2,597)	(2,177)	(1,824)	23	(658)	1,496	3,556	5,549	6,594	7,491
benefits -20%	(3,273)	(2,360)	(2,007)	(1,757)	(93)	(948)	1,057	2,970	4,846	5,821	6,659
benefits -30%	(2,897)	(2,123)	(1,837)	(1,689)	(209)	(1,237)	618	2,384	4,142	5,047	5,826
benefits delayed 1 year	(264)	(4,226)	(3,013)	(2,922)	(1,694)	(2,104)	441	2,676	5,072	6,671	7,734
benefits delayed 2 years	(264)	(464)	(4,405)	(3,588)	(2,725)	(3,938)	(1,295)	1,182	3,607	5,490	7,038
<b>Discount rate</b>	<b>10%</b>										
Sensitivity Analysis	Base case	Costs Increase			Increase of Benefits		Decrease of Benefits			Delay of Benefits	
		+10%	+20%	+50%	+10%	+20%	-10%	-20%	- 30%	1 year	2 years
IRR	23.0%	22.3%	21.7%	20.6%	23.6%	24.1%	22.3%	21.4%	20.3%	21.3%	19.6%
NPV (MZN) million	19,764	19,069	18,374	17,164	22,436	25,107	17,093	14,421	11,749	16,150	12,868
NPV (USD) million	308.82	297.95	287.09	268.18	350.56	392.30	267.07	225.33	183.59	252.35	201.06



## First phase assessment

### Phase achievements by components and mainstreamed areas

1. The level of implementation of PROCABA have been solid and consistent during the first phase despite the country challenges (extreme climate events, post-elections instability, Russia-Ukraine Crisis; Government internal reforms, etc.).
2. Under Component 1, results from the MTR confirmed an increased adoption of good agriculture practices of use of correct spacing (79%), use of improved seeds (70%), intercropping and crop rotation (57%). Additionally, objective yield measurement found significantly higher yields achieved from demonstration plots, with yield increases of 7.1 to 18 tons/ha for cassava, Irish potatoes from 16 to 28 tons/ha, and tomatoes from 27.3 to 48.0 tons/ha. In terms of crop production, the beneficiaries reported significant increases in production of common bean from 217 to 533kg/HH, cassava 211 to 794 kg/HH, Irish potato 689 to 4317/HH, soybean 222 to 687kg/HH and sesame from 144 to 225kg/HH.
3. For component 2, some critical challenges remain that have impeded progress. A significant issue has been the limited progress in delivering the planned irrigated area. The Programme targets to rehabilitate 1 500 ha of land for irrigation purposes. Also, the other infrastructure related activities are delayed and will need further attention during the phase II, this includes: i) multifunctional boreholes (36%), ii) one wholesale market constructed (50%); (iii) three retail markets under construction (physical execution vary from 20 to 50%); and (iv) one wholesale market under construction.
4. Under the Component 3, PROCABA have holistically supported different sectors within the Ministry with focus on the contributing to strength the national seed system in partnership with the *Direcção Nacional de Sanidade e Biossegurança*, IIAM and the network of seed multipliers being established, which will be linked to the agro-dealers. The Programme has also supported the development of several sectorial strategies and policies, this include: i) Support the formulation of the Agricultural Sector Development Strategy (2020-2030), ii) National Investment Plan for the Agricultural Sector (2020-2025), iii) the formulation of the National Land Policy, which was approved by the Council of Ministers.
5. Overall, PROCABA has cumulatively reached during its first phase 167,224 households. This represents 137% achievement of the Mid-term target and 79% of the end of project overall target. The Programme has disbursed a cumulative amount of USD 54.082 being 67,67% of the first phase.

### Results vis-à-vis the phase assessment criteria

6. PROCABA design was done before MAP guidelines, therefore, the original design did not include specific assessment criteria.

### Lessons learnt

7. The following are the main lessons learnt of the Phase I to inform the design of the Phase II. The full set of recommendation is provided in the design documents:
  - a. **Local Seed Producers.** Promoting local seed production, combined with the organization and training of producers, proved to be an effective strategy to improve access to quality seeds in remote rural areas, strengthening the resilience of production systems and reducing external dependence for access to certified seed. Based on the challenges of the first phase (limited IAAM

capacity), the second phase will reinforce its capacity for seed production and research infrastructure)

- b. **Community Based Extension Agents as Facilitators.** The training of Community-based Extension Agents as facilitators, under the guidance of the Extension Officers, was essential to contribute to the outreach over-achievements, accelerate the transfer of technologies, strengthen local knowledge and ensure sustainability.
- c. **Implementation through Public Institutions.** The interventions under Technology Transfer and Agronomic practices were designed under responsibility of Services Providers. The Government has requested to change the approach, by hiring dedicated Technology Transfer Officers; Infrastructure and Safeguards Officers; Market Linkages Officers, etc., to reinforce the capacity of the government at all levels to implement the project. As a result of this decision, the programme become more effective, the knowledge and best practices remains within the Government structures and the sustainability of the interventions is better.
- d. **Infrastructure Development.** The Success in infrastructure development depends on all actors' active and coordinated participation, including beneficiaries, at all stages. Delays in community consultations, environmental licensing, failures in inspection and in the technical capacity of contractors, and slowness in payments have compromised the works' deadlines, quality, and sustainability. To overcome this, the project is in the process of recruiting water and infrastructure staff and should accelerate this process where possible to mitigate phase 2 delays. The project will also engage with independent consultants/firms for design and inspection of civil works, close supervision and re-checking of geophysical studies, borehole drilling and water quality testing and conducting more detailed upfront feasibility studies.

## Recommendation

8. PROCAVA performance during the first phase was positive. This is confirmed by the MTR COI assessment results and the achievement of key targets. This confirms that the programme implementation arrangements, the quality of the programme management, as well as the ability to manage multiple sources of funds are effective.

9. The main proposed adjustments to the programme are: i) the reinforcement of the budget to IIAM to *strengthen* their capacity (mostly infrastructural); ii) strengthening the access to finance interventions with the forthcoming REFP closure by integrating the support to Community Based Financial Institutions or Savings and Credit Groups interventions within the programme; iii) the recruitment of BDS service providers to accelerate the marketing linkages interventions; iv) the reduction of the scope of the irrigation schemes from large interventions to smaller systems; and v) to invest on Agroecological intensification, through EU-ILSA (Investing in Livelihood Resilience and Soil Health).

10. It is recommended the endorsement and submission of the package for approval of the second phase of PROCAVA, which shall include the balances from phase I (IFAD11 and 12 – US\$36.8 million); resources from IFAD13 (USD44.4 million), the resources cancelled under REFP (USD11.0 million – as Financing Gap 1); and the resources to be mobilized under GEF-9 (USD10.0 million) as Financing Gap 2. These resources will add to the already mobilized and confirmed resources from AfDB (USD33.3 million) and EU (USD5.0 million), totalling US\$156 million for phase I and US\$200.0 million for the entire programme.